

GILETS JAUNES: NOTRE MIROIR

UNITÉ COMMUNISTE DE LYON



GILETS JAUNES: NOTRE MIROIR

SOMMAIRE

Le mouvement des gilets jaunes : notre miroir. p. 7

La surestimation des difficultés. p. 9

Les désirs de l'extrême-droite. p. 10

Nous pouvons briser cette hégémonie! p. 11

Nos tâches dans le mouvement des Gilets Jaunes. p. 13

Nous devons nous adresser à toutes et tous. p. 15

Construire les outils de la victoire. p. 17

1. Pourquoi avons-nous besoin d'une organisation? p. 17

2. Qu'est ce qui détermine le Parti par rapport à l'organisation? p. 18

LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES : NOTRE MIROIR.

Développer une ligne politique, pour une organisation ou un parti, est un travail aisé. Il suffit d'affirmer quelque chose et de le maintenir comme vérité absolue. Développer une ligne politique juste, en revanche, est un travail de titan. Cela demande une enquête, cela demande de la réflexion, de comprendre tant une situation générale que de comprendre les évolutions possible et l'interaction de toutes les forces qui en sont les forces motrices ou qui peuvent l'influencer. Posséder une ligne juste revient à marcher sur le fil d'un rasoir, sur une arête tranchante, entre d'un côté des déviations gauchistes, aventuristes, qui surestiment les difficultés. De l'autre, des déviations droitières, modératrices, retardataires, qui empêchent le développement du plein potentiel de la lutte. Aujourd'hui, le mouvement des Gilets Jaunes fournit un cas d'école exemplaire. Il est une fenêtre sur la situation économique et politique d'une grande partie des masses populaires de France -mais aussi de ses dominions, comme la Réunion. Il est, également, un coup de projecteur sur l'état idéologique et politique des forces progressistes et révolutionnaires.

L'un et l'autre a son importance. Le mouvement des Gilets Jaunes, les écueils auxquels il se heurte, ses insuffisances, ses manques, ses échecs, mais aussi ses succès sont un miroir. Celui de l'état des forces qui constituent ou prétendent constituer le camp du peuple, de ses propres insuffisances, de ses propres faillites, de ses propres échecs. Mais également de ses succès. Nous regardons le mouvement des Gilets Jaunes comme une explosion de colère face à une situation devenue invivable par une grande partie des classes populaires -au sein desquelles se trouvent également des éléments petits-bourgeois terrifiés par leur déclassement. Cette explosion de colère n'a pas été déclenchée par l'extrême-droite ou par des groupes organisés, en revanche, un certain nombre d'organisations ont eu un flair certains pour se greffer très rapidement, avant même la mobilisation du 7 novembre, et commencer à s'infiltrer dans l'appareil de direction embryonnaire.

Ces forces réactionnaires ont tenu le haut du pavé et de l'affiche en manoeuvrant, mais n'ont pas réussi à imposer leurs mots d'ordres -en particulier des mots d'ordre racistes, du fait de la présence de personnes issues de l'immigration dans les mobilisés. Cependant, ils ont plus repoussé qu'attiré. Les tentatives d'infiltration de la part de politiciens professionnels ont été souvent mal perçues et ont entraîné des réactions brutales de rejet. Il y a eu des actes réactionnaires isolés et spontanés : actes racistes, sexistes, xénophobes... des actes de violence ont été commis et ont été montés en exergue par les médias. D'un autre côté, des collectes pour les chômeurs, des actes d'entraides ont été passés sous silence. Les revendications proposées par le mouvement des gilets jaunes ont été le reflet du niveau politique de ceux qui les ont rédigées, plus qu'un plan sous-tendu par une idéologie. Des revendications réactionnaires, nourries par la propagande d'extrême-droite sont présentes. Elles sont l'illustration de la force d'influence des idéologues de la réaction. En revanche, d'autres, mêmes insuffisantes, dénotent le véritable contour social de la mobilisation : plus de salaires, que les riches paient, des droits démocratiques élargis... Ces mots d'ordres ne sont pas politiquement synthétisés. Et pour cause, cela ne se fait pas d'un claquement de doigt.

Une grande partie de ceux et de celles qui sont dans ces mobilisations font leurs premières manifestations, parfois à un âge assez avancé. Ce sont des individus qui n'ont pas participé à des luttes sociales, à des luttes politiques. Certains liquidateurs et certaines liquidatrices des mouvements sociaux, juchés sur leur arrogance, leur en tiennent rigueur.

Il peut être légitime, à titre individuel, de porter un regard

plein d'amertume lorsqu'on voit ces nuées de Gilets Jaunes, plus nombreux et plus déterminés que les cortèges des grandes manifestations contre la Loi Travail. Individuellement, il est logique de penser cela. Mais la question ne se pose pas ainsi d'un point de vue militant. Elle ne se pose pas en « où étiez-vous ? ». Elle se pose en « qu'avons nous fait pour qu'ils, pour qu'elles, viennent ? » « Qu'avons-nous fait pour porter une analyse politique révolutionnaire au-delà de nos univers militants ? ». « Quels sont nos manques » et non pas quels sont les leurs.

Nous considérons que le mouvement des Gilets Jaunes et ses
faillies est avant tout un miroir. Celui de nos propres faillies. Et
notre responsabilité est totale et intégrale.

Nous martelons ce fait. Nous sommes les premiers responsables de nos victoires et de nos défaites. Nous ne pouvons pas reprocher à la bourgeoisie de suivre ses intérêts, nous ne pouvons pas reprocher aux fascistes de tenter de prendre la direction du mouvement des Gilets Jaunes. Nous ne pouvons lui reprocher sa faiblesse idéologique. Nous ne pouvons que regarder en face notre responsabilité dans le fait que la bourgeoisie soit hégémonique. Nous ne pouvons que regarder en face notre échec à trouver les moyens d'empêcher les fascistes d'être influents dans ce mouvement. Notre tâche n'est pas de conspuer la réalité, de s'en plaindre, mais de trouver les forces, l'énergie, les moyens et la voie qui permette de passer d'insignifiants à signifiants, d'inefficace à efficace, d'isolés à hégémoniques. Si nous n'avons pas les forces, il faut comprendre pourquoi et remédier à ce problème. Mais nous ne pouvons attendre que la bourgeoisie s'effondre d'elle-même ou que les fascistes desserrent leur étau.

Or, nous considérons que c'est en regardant en face ces forces et ces faiblesses qu'il est possible de progresser, d'améliorer le travail que nous faisons, d'améliorer nos positions et de réussir à remplir nos objectifs. L'autocritique et la critique sont sans cesse annoncés comme des nécessités vitales. Pourtant, elles ne sont quasiment jamais appliquées. Bien souvent, l'orgueil, la peur de montrer les défauts de sa cuirasse, suffisent à faire que certains, certaines, organisations comme individus, préfèrent persister jusqu'au bout dans leur erreur plutôt que de faire œuvre de contrition et d'avouer leur erreur. Pour camoufler cette faillite, ils et elles s'accrochent à de grands principes généraux, mués en vérités absolues et constantes.

Il ne suffit pas d'annoncer des grands principes emprunts de pureté pour y parvenir. Il ne suffit pas d'avoir raison « en principe », il faut également avoir tactiquement et opérationnellement raison pour gagner. Engels écrivait ainsi que « Notre doctrine n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. » Cette conception est un des fondements de la pensée marxiste, qui est avant tout orienté dans le but de la transformation révolutionnaire du monde. C'est à celle-ci que nous nous rattachons, au sein de l'*Unité Communiste de Lyon*. C'est à cet objectif stratégique de transformation du monde, de remise des leviers du pouvoir entre les mains du prolétariat révolutionnaire que nous souscrivons. Les tactiques pour parvenir à réaliser cet objectif peuvent être multiples, mais doivent s'intercaler, s'articuler pour avancer toujours plus vers sa concrétisation.

Cela impose une courte parenthèse.

Il y a quelques mois, à Lyon, eut lieu une rencontre-débat avec un membre très connu d'une ancienne organisation d'extrême-gauche des années 80-90, très portée sur l'action directe. Nous lui avons adressé une question, ainsi qu'à un autre des intervenants, qui affirmait que son organisation -italienne quant à elle- avait fait vaciller l'Etat italien. Nous lui avons demandé quelle était la stratégie qui avait été prévue pour chasser la bourgeoisie du pouvoir et pour le remettre entre les mains du prolétariat. Les réponses furent confuses. La question ne semblait pas avoir traversé l'esprit de l'un ou de l'autre. Dans les deux cas, il a été avancé des thèses sur le romantisme de la lutte, sur la nécessité de faire exemple auprès de ceux et celles qui souffrent de l'exploitation et de l'oppression. La beauté du combat était placée au-dessus de la question concrète de la victoire.

Sur le média libertaire Rebellyon, nous lisons ceci :
« [il] ne [faut] pas sacrifier nos rêves ou nos marginalités imposées sur l'autel de l'efficacité. De ne pas oublier d'où nous venons même si nous ne savons pas où nous allons – ailleurs que dans le renoncement à nos valeurs. »

Nous reviendrons sur cet article. Mais d'ores et déjà, ce qui ressort en premier lieu c'est que la question de l'engagement politique est autour du fantasme, des valeurs, de l'idée au dessus de la pratique. En somme, il s'agit d'un renoncement. Nous n'avons pas construit l'*Unité Communiste de Lyon* pour attendre un mouvement révolutionnaire. Nous ne le construisons pas pour bâtir un entre-nous chaleureux et amical, mais bien pour vaincre. L'organisation est, pour nous, un outil, non une fin. Le « milieu militant », selon nous, devrait servir le peuple, non lui-même. Cet utilitarisme peut choquer, mais il est salutaire et crucial. Cela amène à une conclusion amère, mais néanmoins essentielle, fondamentale. Celle de l'hégémonie et de la transformation du monde. Si la marginalité d'un groupe a besoin de la société capitaliste pour vivre, si ce mode de vie ne peut pas devenir un mode de vie général pour l'humanité dans son ensemble, alors cette marginalité est le vernis du parasitisme.

Fin de parenthèse.

Le mouvement des Gilets Jaunes et ses implications ont causé une onde de choc dans le milieu militant. Milieu qui pouvait être extérieurement perçu comme relativement homogène sur la question des mouvements sociaux. Certes, la question des syndicats, du cortège de tête, est revenue à plusieurs reprises au sein de l'extrême-gauche, mais il s'agissait de débats d'ordre, in fine, tactiques. Dans le cadre de la question des Gilets Jaunes, des positions antagoniques se sont exprimés face à un mouvement de masse qui s'inscrit dans la durée. Certes les émeutes de banlieue avaient cristallisé les débats, avec des positions condamnant les violences, d'autres saluant la lutte frontale, mais les raisons de la colère faisaient l'objet d'un consensus.

Aujourd'hui, c'est plus le fondement même de la mobilisation et le fondement des mouvements de masses spontanés eux-mêmes qui sont mis en cause que les revendications elles-mêmes. Il existe un groupe relativement restreint d'organisations qui ont pris la position de soutenir sans la moindre critique ce mouvement et de l'embrasser dans son ensemble. Cette poignée d'indécrottables spontanéistes voit dans tout ce qui bouge une révolution prolétarienne qu'il ne faut que diriger sur la voie de l'insurrection. Chemin faisant, ceux-ci et celles-ci agissent en brûlant les étapes, en niant la lutte politique intérieur, niant la nécessité de politiser la mo-

bilisation...en rejetant même cette question de la politisation, qui pourrait nuire à « l'unité du mouvement ». Le POI, l'organisation Trotskiste-Lambertiste, est de ceux-ci. Ils se mettent à la remorque du mouvement spontané, sans jamais défendre autre chose que l'opportunisme.

D'un autre côté, une fascination acritique est née, voyant ce mouvement comme une pure émanation d'esprit prolétarien, comme quelque chose de pur, de cristallin. Le chaos sur les Champs-Élysées a réveillé les thèses spontanéistes du mouvement autonome ou de certains s'inscrivant dans une vision difforme et frelatée de la pensée Mao. Dans chacune de nos publications à destination des Gilets Jaunes, nous avons alerté sur la question de la présence d'opportunistes qui veulent transformer la colère en voix électorale. Nous avons averti également de la question de l'extrême-droite et pointé la nécessité que les revendications trouvent une synthèse politique. Cela nous paraissait essentiel, car nous ne pouvons nier ce mouvement, il nous faut donc défendre notre ligne.

A l'inverse un certain nombre d'organisations ont choisi d'ignorer le mouvement et de ne défendre aucune ligne. Il s'agit à notre sens de la position la plus inconséquente possible et imaginable, surtout lorsque provenant de communistes ou d'individus se revendiquant communistes. Il s'agit d'une position liquidatrice qui ne fait qu'espérer que les choses se tassent, qu'elles rentrent dans l'ordre, que les individus repartent chez eux. Tout cela pour ensuite reprendre leur ordre du jour routinier et habituel sans en avoir tiré la moindre conclusion. Leur « analyse » a été au mieux incomplète, erronée. Au pire, inexistante, quasiment bergsonienne, faisant triompher l'intuition sur l'intelligence et l'analyse. Pour accompagner cette position, ils et elles ont pioché dans tout ce qui pouvait les arranger, au mépris de la réalité. En fait de travail d'enquête, ils ont agi en réactionnaires. Pour un peu, on pourrait facilement leur adosser les propos de Lorant Deutsch :

« si on peut tendre vers le fait scientifique, tant mieux, surtout si ça accrédite ma chapelle, et ce que je pense, mon éclairage de l'histoire. Pour moi, la vérité historique, elle est dans un éclairage. » [Les Affranchis, France Inter, 10 juillet 2012.]

« Qui n'a pas mené d'enquête n'a pas droit à la parole » écrivait Mao Zedong. À raison. Ce travail d'enquête est le seul qui peut permettre de déboucher sur le fait d'émettre une ligne juste. Nous considérons que nous avons le devoir d'avoir une ligne, même sous la forme d'une ébauche, par rapport à l'ensemble des débats qui agitent la société. Même si cette ligne est de dire que nous n'avons pas encore les éléments pour juger. C'est le travail d'une organisation communiste de faire cela, de fournir des points de repères et des analyses sur les luttes. On ne peut pas boycotter les luttes.

Mais une ligne ne suffit par, il faut également une action affirmative envers ces faits de société. Les soutenir, les condamner, et avoir une pratique envers ce fait, cet événement ce phénomène. Là, une nouvelle fois, parmi ceux et celles qui condamnent en bloc le mouvement des gilets jaunes, qui le mettent à l'index, réside une question. Certains ont pu dire « ce sont les manifestations de l'extrême-droite, nous les chassons de nos cortèges, nous n'allons pas dans les leurs ». Cette position nous a paru le comble du paradoxe.

De deux choses l'une, soit ce mouvement est irrémédiablement réactionnaire, tout comme pouvait l'être la Manif pour Tous, et dans quel cas, il devrait être attaqué, ses cortèges dispersés... etc. Soit il ne l'est pas intégralement, mais alors dans ce cas une politique doit être menée pour mener la lutte de ligne et -au minimum- en détacher les éléments les plus avancés et les moins réactionnaires.

Dans tout les cas, cela implique une action. Or, nous notons que rien n'a été entrepris parmi les contradicteurs les plus véhéments pour donner un début de concrétisation à leur analyse. Et pour cause, nous pensons qu'ils ont été hypnotisés par l'irruption de quelque chose qui leur était complètement étranger : les masses populaires dans leur variété, dans leur force, mais également dans leurs faiblesses. Et face à cela ces organisations, ces individus, ont capitulé.

LA SURESTIMATION DES DIFFICULTÉS.

Au fur et à mesure de l'écriture de ce texte, le temps s'écoule. Les positions se décantent, et certains qui, hier, rejetaient le mouvement des Gilets Jaunes, aujourd'hui, le regardent d'une autre manière. Il s'agit de quelque chose de positif. La méthodologie du revirement est parfois étrange. Certains ont choisi une voie fascinante : celle de dire « notre position est restée la même, c'est le mouvement qui a changé. » En somme, plutôt que d'admettre le fait d'avoir eu tort, il est plus aisé de prétendre que le fond de l'affaire n'est plus le même. Cette position, très divertissant au demeurant, exige un commentaire :

Nous ne sommes pas des prophètes. Le matérialisme dialectique, indépendamment de l'avis qu'on lui porte, est la seule méthode d'analyse efficace qui puisse être employée pour parvenir à établir des positions justes. Mais elle se base sur des éléments matériels, non sur des suppositions. Ce qui permet de déterminer la nature d'un mouvement, c'est son contenu de classe, sa pratique, son fond. Des fois, il arrive qu'on se trompe. Mais il est important, alors, de savoir -ne serait-ce que pour soi-même- le reconnaître.

Il n'en reste pas moins qu'il est important de comprendre quels ressorts idéologiques sous-tendent le rejet de cette mobilisation. Cette position peut se caractériser comme une « déviation de gauche » dans le sens où elle surestime la possibilité de rallier la plus grande majorité du mouvement, ou même une partie des éléments les plus avancées. Elle considère qu'il est impossible de pouvoir faire triompher une ligne politique révolutionnaire ou tout du moins progressiste au sein de celui-ci. Il faut donc d'ailleurs que ce mouvement s'éteigne le plus vite possible. Au gauchisme s'ajoute le liquidationnisme.

Là se retrouve la conception idéaliste ou au minimum une mauvaise conception de la dialectique, du matérialisme dialectique et de la lutte des classes. La primauté de la pensée sur la matière, de l'idée sur la pratique, explique en grande partie ces prises de position. La mobilisation des gilets jaunes est effectivement partie de mots d'ordres et de revendications qui avaient un caractère interclassiste et qui pouvaient prêter le flanc de manière importante aux dérives poujadistes ou même fascisantes. C'est là une vérité indéniable. Mais les sages qui ont décidé que ce mouvement serait « de droite » ont opté pour une négation de tout ce qui pourrait le faire évoluer.

L'interaction entre les idées et les pratiques transforment tout. Le mouvement des gilets jaunes ne fait pas figure d'exception. Il avance, change, se transforme. Beaucoup sont partis dans la lutte avec des idées préconçues ou fausses. Des idées sur la République et la Démocratie, transmises par l'école. Des idées sur le fonctionnement de la société, des croyances en des théories du complot, dans le fait que les médias, les politiciens, soient des maîtres et non des outils...etc. Mais plus la lutte avance, plus elle brise ces idées. Les violences policières ont brisé le paradigme d'une police du côté du peuple. Le patronat, au début très présent, s'est à présent distancié. Le regard sur les politiciens évolue, et la compréhension de leur place dans la lutte des classes se fait jour. Cette évolution est d'une part le fruit de l'expérience de la lutte, d'autre part celui d'un apport qui a été fait par les militants et militantes progressistes et ré-

volutionnaires qui se sont impliqués en son sein.

Une grande partie de ceux qui veulent mettre à l'index ce mouvement s'abritent de manière acritique derrière la propagande des médias bourgeoise. Derrière la surmédiatisation de l'extrême-droite et la sous-médiatisation de celles de gauche se niche également la tentative de la part du gouvernement et de la bourgeoisie de fracturer le front contestataire. Beaucoup sautent à pieds joints dans ce piège et y puisent une source sans cesse renouvelée d'arguments fallacieux. Mais après tout, ont-ils jamais agi autrement tout au long de l'histoire ? Nous considérons que cette position est fautive et dangereuse, car elle ne voit que d'une manière idéalisée le mouvement de masse et capitule devant les difficultés, laissant ainsi le champ libre à l'extrême-droite, dans une sorte de prophétie auto-réalisatrice.

Le mouvement des Gilets Jaunes est présenté comme un mouvement par essence réactionnaire, impulsé, contrôlé, dirigé par les fascistes et l'extrême-droite. Ce point de vue rejette les revendications justes qui peuvent être portées par ce mouvement. Et elles sont nombreuses. Parmi celles qui reviennent inlassablement, arrivent en tête une volonté de démocratisation et de justice, une volonté de s'opposer à un pouvoir entre les mains de la bourgeoisie. Objectivement ces revendications sont justes, même si elles sont formulées parfois de manière erronées ou empreintes d'une position subjectivement fautive.

Ces critiques ont pointé du doigt des éléments qui sont véridiques. Notamment le fait que des patrons et des petits patrons aient participé, le 7 novembre, à la mobilisation. C'est un fait.

Mais où sont-ils, où sont-elles désormais ? Ceux et celles qui avaient tenté de surfer sur le mouvement et de l'utiliser à leurs propres fins renâclent désormais. Les blocages, le ralentissement de l'économie, l'apparition de revendications sociales, tout cela leur déplaît fortement. Cette expérience progressive de la trahison de la part de la bourgeoisie et d'une part de la petite-bourgeoisie tend à renforcer le caractère populaire, voire prolétarien, du mouvement. Mais, comme il n'est pas pur au départ, pas 100% prolétarien, il est jeté aux oubliettes.

Pourtant certains et certaines, parmi les plus véhéments, voient dans la révolte des Canuts un exemple magnifique. Cela, tout en niant le fait qu'il s'agissait avant tout d'une révolte de petits d'artisans, de petits bourgeois en déclassement contre la grande industrie de la soie. La Commune de Paris leur apparaît comme magique et drapée d'or, alors que le prolétariat n'est pas seul à prendre les armes. La Révolution russe non plus. La Makhnovtchina non plus. Kronstadt non plus. Et ce indépendamment de la manière dont on conçoit son rapport à ses questions. Les mouvements purs n'ont jamais existé et n'existeront jamais. Toujours il existera des contradictions internes, toujours il existera des avancés et des retardés dans les mouvements, une aile -même relativement- progressiste et réactionnaire. La lutte des classes, tant qu'elle n'est pas menée jusqu'au bout, influence toujours les luttes et les révolutions. Même après une révolution victorieuse, il existe toujours l'opportunisme, le défaitisme, le liquidationnisme. Il existe durablement l'influence des conceptions bourgeoises, féodales, mafieuses, même lorsque leur base sociale aura été liquidée. Il ne suffit pas de s'affirmer pur, marginal, pour s'en prévaloir. Au contraire, leur négation ne fait que fragiliser la possibilité de lutter contre elles. L'avancée de la dialectique est impitoyable pour tout le monde. Nous pouvons assister au fait que certains révoltés, incapables de suivre, effrayés par le chemin qui se trace, prennent désormais le visage de réactionnaires. Finalement, ils finissent leur décantation politique. Commencé à l'ultra-gauche, pétri d'aventurisme, de pureté, ils deviennent dépités par les masses, qui ne les « méritent pas ».

C'est le stade du *Collectif Athéné Nyctalope* qui, le 28 novembre, écrit : « *Principale caractéristique commune : les revendications n'intègrent aucune dimension globale ou sociale. Ce qui est pratique quand l'objectif premier n'implique pas une refonte de la société sur des bases plus justes ou, plus simplement, la remise en cause du système.* » et qu'il faut « *ne pas sacrifier nos rêves ou nos marginalités imposées sur l'autel de l'efficacité. De ne pas oublier d'où nous venons même si nous ne savons pas où nous allons — ailleurs que dans le renoncement à nos valeurs.* »

Une des manières par lesquelles ces individus justifient leur position est l'anti-autoritarisme. En réalité, ces individus nagent en plein paradoxe. Eux-mêmes sont largement dans un fonctionnement autoritariste, dans lequel ils refusent de comprendre la subjectivité des mobilisés.

Comme Lénine l'écrivait : « *Dans tout travail, l'autoritarisme est une erreur, car il dépasse le niveau de conscience des masses et viole le principe de libre adhésion; c'est une manifestation de ce mal qu'on appelle précipitation. Nos camarades ne doivent pas croire que tout ce qu'ils comprennent, les larges masses le comprennent également. Seule une enquête effectuée parmi les masses permet de s'assurer si elles ont compris telle ou telle idée, si elles sont prêtes à passer à l'action* »

Voulant forcer l'intégralité du mouvement à adopter d'emblée, sans explication, leurs géniales analyses sur tous les aspects de la société, ils et elles ne se heurtent qu'au rejet. Incapable de pouvoir s'appuyer sur une ligne de masse, incapable de parler, de s'exprimer, ces individus se comportent comme le héros d'une des fables de La Fontaine, le renard et les raisins.

« Ils sont trop verts, dit-il, et bons pour des goujats. »

Ils maquillent alors leur autoritarisme et leur renoncement en anti-autoritarisme. Il leur paraît exclu d'intervenir, de donner le moindre message politique, de travailler à faire évoluer les positions. Il faut que cela soit spontané et par l'intervention de la grâce divine. Et si le mouvement n'est pas pur... gare à lui !

Dépités, ils évoluent par la suite vers une position de rejet complet, se plaçant en surplomb de l'actualité, devenant comme le groupuscule « à gauche », ex-PCF(mlm), ex-PC-MLM, dont la seule existence est de cracher au visage de ceux qui luttent. Ils écrivent le 30 novembre « Le mouvement ouvrier a toujours exigé la primauté de la conscience et de l'organisation. La croyance en le spontanéisme et en un vitalisme populaire n'a jamais abouti qu'au fascisme. » et plus loin que « Voir en le slogan « Macron démission » quelque chose de positif, c'est tomber au niveau de l'ultra-gauche ou du fascisme. C'est réfuter la primauté de la théorie, avec le principe des valeurs positives, d'un projet rationnel, d'une organisation méthodique. C'est s'imaginer que « tout ce qui bouge est rouge », alors qu'à une époque de dépression du capitalisme, comme on peut le voir partout, l'agitation sociale est plus que poreuse au corporatisme, au populisme, au social-impérialisme. »

Reniant par la même toute possibilité de révolution. Les masses sont « beauf », elles sont trop stupides pour acquérir la théorie pour la théorie, sans jamais comprendre la pratique. Pourtant ce sont les luttes qui politisent, les luttes qui font comprendre le besoin de la théorie aux masses. Marcher à l'envers, c'est être un intellectuel petit bourgeois. Mais après tout, pour ces aventuriers, rien n'est plus beau que les grands principes. Dommage que ces mêmes principes leur fassent soutenir la police et voter Macron, qualifié de rempart antifasciste. Ils transitionnent déjà vers leur phase finale.

Cette phase finale est celle de l'abandon ou de la trahison pure et simple. Ou ils végètent dans leur petit monde, dans

leur safe-space d'entre-soi petit bourgeois, ou ils renoncent complètement. Certains franchissent le Rubicon et se disent « puisque rien n'est assez bien, tout est assez bien ». Et ils finissent comme ces Goupil, ces Finkielkraut, ces Cohn-Bendit. Ils finissent en politiciens de leur classe, pour leur classe.

Cette destination finale n'est pas mécanique, mais elle est une tendance lourde qui s'est exprimée nombre de fois dans l'histoire de la lutte des classes. Elle peut se stopper par un électrochoc. Mais une fois dans les rangs des politiciens bourgeois, le demi-tour est exceptionnel. Eux-mêmes ne sont pas en odeur de sainteté dans le mouvement des Gilets Jaunes. Il oscille certes entre espoir naïf et rejet complet, mais tend vers se hisser hors des cadres parlementaristes. Nous y reviendrons en partie finale.

Un acteur important a été évoqué durant tout cet exposé.
Celui de l'extrême-droite. Quel est son but ?
Est-elle réellement hégémonique ?

LES DÉSIRS DE L'EXTRÊME-DROITE.

La présence de l'extrême-droite dans le mouvement des gilets jaunes remonte à très tôt. Dès les premières annonces de mobilisation sur les réseaux sociaux, de nombreuses pages douteuses ou conspirationnistes ont relayé les appels. Il s'agit d'un modus operandi classique de l'extrême-droite, laquelle n'aime guère les mobilisations traditionnelles où elle ne trouve pas de place pour s'exprimer. En revanche, elle se nourrit d'appels informels, de rumeurs, de canulars. Les « jours de colère », les retraits des enfants de l'école... Etc. Les exemples récents ne manquent pas. Et ils ont, jusqu'à présent, toujours été des échecs considérables. Dans le cas des « Gilets Jaunes », les fascistes ont eu un flair certain. Il est important de leur reconnaître cela, leur intervention était nettement plus efficace que celle des forces progressistes. Celles-ci - nous y compris - avaient sous-estimés la possibilité de succès de la journée du 7 novembre. Seul Mélenchon et LFI avaient pris une position mi-soutien mi-critique, qui laissait en fait toute latéralité d'action à ses militants et militantes.

Cette présence de l'extrême-droite, Jeunesse Identitaire, Bastion Social, Rassemblement National... etc. a eu un effet de repoussoir important sur bon nombre de militants et militantes progressistes et révolutionnaires. Cependant, il est notable que les cartes étaient déjà sur table avant l'irruption des réactionnaires. Cette présence n'a été utilisée que pour confirmer une position pré-établie. Il est vrai qu'il existe - ou a existé - une certaine primauté politico-culturelle imposée par l'extrême-droite. Celle-ci est le miroir de sa percée dans l'imaginaire populaire. L'image du rebelle, du dissident, du révolté a été captée par les réactionnaires et les fascistes. La révolte contre le monde moderne, contre les élites mondialisées ou d'autres sornettes qui ne résistent pas à un examen sérieux. Mais elles impactent durablement l'imaginaire collectif.

Cependant, avant toute chose, il importe de clarifier des points essentiels. Nous, militants, politisés, marqués par une tradition anti-impérialiste, antifasciste, nous n'avons pas la même perception des symboles que la très large majorité des individus. Voir les Gilets Jaunes chanter la Marseillaise et brandir le drapeau français peut être perçu comme négatif, comme réactionnaire, par rapport à notre propre référentiel culturel. Pourtant, cela ne signifie pas que la personne qui le chante ou qui brandit ce drapeau se perçoit lui-même comme un fasciste, comme un impérialiste ou autre. Ne pas comprendre cela revient à s'exposer à un isolement complet et à rester dans « notre marginalité » pour reprendre la formulation de l'article de Rebellyon.

Face à ces pratiques, pourquoi se positionner ? Nous considérons que le drapeau français n'est pas un symbole de ralliement, tout comme la Marseillaise. Se sont les symboles de la République bourgeoise et impérialiste. Les empoigner reviendrait à les considérer comme étant légitimes, comme pouvant représenter quelque chose de positif. Cela reviendrait à conforter l'association qui existe dans l'esprit d'une très grande partie de la population entre les intérêts de l'Etat (ceux de la bourgeoisie) et les intérêts du peuple (lutter contre celle-ci). C'est pour cela que nous avons nos drapeaux et nos chants. C'est pour cela que nous avons nos hymnes et nos références. Pour tracer une ligne de démarcation et pour rallier autour de celle-ci. Comment se positionner ? Le rejet, on l'a vu plus haut, est exclu. Traiter des contradictions au sein du peuple sous l'angle de l'antagonisme, c'est se disqualifier soi-même.

Certains, et c'est la position de Mélenchon, considèrent qu'il faut adopter nous-mêmes ces symboles et ces références. En agissant ainsi, les militants et militantes ont renoncé à faire avancer les positions politiques erronées de ceux qui les emploient. Eux ont fait le choix de sauter à pied joint dans l'association entre ce qui est du domaine du national-étatique (les intérêts de la « France ») et le national-populaire (les intérêts de la nation au sens des masses populaires qui vivent dans le territoire tenu par l'Etat français). Cette confusion entre deux conceptions antagoniques de la nation explique les positions étranges retrouvées dans les écrits de Mélenchon, où toute séparation dans la société disparaît magiquement dès que surgit la question internationale. C'est une position suiviste.

Notre position est de défendre nos symboles et de faire le travail pour expliquer pourquoi nous embrassons ceux-ci et non pas ceux de la bourgeoisie. Parce que nos intérêts de classe sont plus forts que notre prétendue unité nationale. Considérer toute personne intoxiquée par la propagande bourgeoise et réactionnaire comme perdu, c'est s'avouer déjà vaincu. Non seulement il est possible de rallier, mais il est essentiel de le faire. Le fait d'être influencé par les idées fascistes ne change pas instantanément en SS.

Les post-modernistes croient qu'une « culture » tombant du ciel comme un faucon, ou présente dans les tréfonds de la personne, la définit du tout au tout. Ainsi, à gauche, déjà précité, prétendument maoïste, évoque « la culture beauf » des masses. Une belle injure qui est censée caractériser une « culture » indépassable, contre laquelle ils se déclarent impuissants.

Peu après l'élection de Macron, nous écrivions ceci : *« Un ouvrier sexiste, [politiquement] retardé, xénophobe, est le reflet des positions de son milieu, de celles de l'influence de l'idéologie bourgeoise. Cela remet-il en cause le fait qu'un travailleur, une travailleuse, n'a pas objectivement intérêt à détruire l'exploitation, à détruire la division genrée du travail, à anéantir la mise en concurrence des travailleurs ? Pour le postmoderne, oui. Il ou elle est définitivement passée dans un « côté obscur » tout aussi métaphysique que celui de l'univers de fiction dont ce concept est issu. Il ou elle est déjà un ennemi qu'il est contreproductif de rallier. En refusant cela, le postmodernisme laisse le champ libre à la réaction, qui, elle, se fait un plaisir d'opérer un travail de recrutement et d'explication, sur la base de ses positions réactionnaires. »*

Pour les marxistes, ces positions sont le reflet de la faiblesse de l'organisation de la classe ouvrière, de la faiblesse de l'influence des organisations communistes dans la société. Traiter un bourgeois qui tient des propos et des attitudes réactionnaires et un ouvrier qui fait de même est faux. L'un exerce objectivement une idéologie qui correspond à ses intérêts de classe, l'autre est intoxiqué. Soit il nous faut acter cette intoxication comme inéluctable et renoncer. Soit la combattre. Nous combattons et nous parlons à tous. Même

une partie de la petite bourgeoisie en proie au déclassement se rebelle contre l'écrasement. A elle aussi, il faut parler. »

Nous y reviendrons. Il est indéniable que l'extrême-droite à su avancer ses têtes de ponts. Elle a réussi à imposer, un certain ordre du jour, un certain porte-parolat, une certaine communication. Cette influence s'est retrouvée dans des actes racistes, sexistes, homophobes... en somme dans une grande partie de l'expression du mouvement des Gilets Jaunes. A Lyon, notamment, le Bastion Social a pris la tête de certaines manifestations en tentant, derrière des slogans tels que « à bas les voleurs », d'amalgamer l'immigration avec la grande-bourgeoisie et de faire naître un « bloc national » des travailleurs avec une partie de leurs exploités. Le poujadisme et le boulangisme ne sont pas encore totalement morts.

Cependant, on ne peut que noter que la très grande prudence avec laquelle ils avancent leurs mots d'ordres réactionnaires, avec laquelle ils les camouflent, reflète le fait que leur influence n'est pas ancrée profondément. L'extrême droite procède par insinuation, par instillation. Elle ne peut déployer ses ailes directement, car la nature du mouvement ne correspond pas à sa vision idéaliste du monde. Comment défendre la race devant un parterre métissé ? Car le mouvement des Gilets Jaunes comprend une part importante d'individus issus de l'immigration ou même d'immigrés. L'ATIK (confédération des travailleurs de Turquie en Europe) a été une des premières organisations à prendre parti pour ce mouvement. L'extrême-droite dispose de promontoires, mais ils sont fragiles !

NOUS POUVONS BRISER CETTE HÉGÉMONIE !

Le dirigeant du Komintern, Dimitrov, écrivait en 1935 : *« La décomposition très avancée du capitalisme pénètre jusqu'au cœur même de son idéologie et de sa culture, et la situation désespérée des grandes masses populaires rend certaines de leurs couches sujettes à la contagion des déchets idéologiques de cette décomposition. Cette force de contagion idéologique que possède le fascisme nous ne devons en aucun cas la sous-estimer. Nous devons, au contraire pour notre part, déployer une ample lutte idéologique sur la base d'une argumentation claire, populaire et d'une attitude juste et bien réfléchie à l'égard de la psychologie nationale particulière des masses populaires. »*

Le fascisme est une maladie. Une maladie contagieuse. Un virus. Un virus qui, comme son modèle biologique, n'est qu'une information parasitaire qui se nourrit de son hôte pour se répliquer et se répandre. Il fait travailler la cellule infectée à son propre anéantissement. Il infecte un matériel préexistant dans la cellule pour la forcer à répliquer ses germes. Le fascisme fonctionne exactement de la même manière. Il utilise tout ce qu'il peut dans l'imaginaire, dans l'histoire, dans la mémoire des populations pour se greffer dessus. Il escamote des pans entiers de l'histoire pour la détourner.

Dimitrov écrivait, encore : *« Les fascistes fouillent dans toute l'histoire de chaque peuple pour se présenter comme les héritiers et les continuateurs de tout ce qu'il y a eu de sublime et d'héroïque dans son passé, tout ce qu'il y a eu d'humiliant et d'injurieux pour les sentiments nationaux du peuple, ils s'en servent comme d'une arme contre les ennemis du fascisme. »*

Ainsi, ils font naître, avec l'aide « d'historiens » comme Deutsch, Bern, Courtois, Buisson...des mythes faux, un roman national réactionnaire, mais qui marque les masses populaires. Ce roman national possède un tel pignon sur rue qu'il infecte largement les esprits. Mais surtout, les fascistes jouent sur la carte de l'amour que les masses portent à leur peuple, à leurs frères et leurs sœurs. Ils l'infectent, le détournent, et en font un nationalisme bourgeois, au service des réactionnaires, des impérialistes, des exploiters de la planète.

Or, là, encore, deux positions fausses sont apparues à gauche. Celle qui a tenté de rivaliser avec les fascistes sur l'ultra-nationalisme bourgeois, comme les Kuzmanovic, accompagnant et amplifiant le mouvement. L'autre est celle qu'on retrouve chez les émules français des antideutsch. Autant les premiers sont transparents, autant les seconds sont parfois plus énigmatiques. Le mouvement antideutsch se base sur un nihilisme national, sur une volonté de détruire toute nation et tout esprit national. Partant d'une crainte justifiée des déviations nationalistes-réactionnaires, ces militants et militantes foncent dans une négation de la question de la nation, une haine de celle-ci.

Pourtant, indépendamment de notre volonté, les nations existent. Elles existent autour de références culturelles, de pratique culturelles, d'histoires et d'Histoire communes. Elles existent de manière matérielle et psychologique. Mais le fait qu'elles existent ne signifie pas, d'une part, que le droit à la séparation et à l'indépendance soit contradictoire. Comme tout, les unités se forment et se rompent. Au sein des régions sous le contrôle de l'Etat français, il existe de facto une unité, y compris dans les dominions. Cette unité correspond à un certain stade de l'affirmation de la lutte des classes tout comme des aspirations nationales sous-jacentes, contenues derrière l'impression d'unité. Elle n'est ni métaphysique, comme le pensent les post-modernistes, ni transcendant tout, comme le pensent les rouges-bruns.

Comme Dimitrov l'écrivait : *« Les communistes, qui estiment que tout cela n'intéresse pas la cause de la classe ouvrière, qui ne font rien pour éclairer de façon juste, au point de vue historique, dans le véritable sens marxiste, léniniste-marxiste, léniniste-staliniste, les masses travailleuses sur le passé de leur propre peuple, pour rattacher sa lutte actuelle à ses traditions et à son passé révolutionnaire, ces communistes abandonnent volontairement aux falsificateurs fascistes tout ce qu'il y a de précieux dans le passé historique de la nation, pour berner les masses populaires. »*

Réglons un instant nos comptes avec les « nationalistes », les chauvins, les « patriotes » de tout poils. Nous ne sommes pas des nihilistes nationaux. Nous aimons notre peuple. Nous aimons nos frères et nos sœurs. Nous ne supportons pas leur misère, nous ne supportons pas leur destin d'esclave que leur réserve le capitalisme. Les fascistes, également, prétendent être rempli du même amour. Ils disent entendre la colère des exploités, des opprimés, et vouloir les libérer de leurs chaînes. Les fascistes se prétendent du côté du peuple et veulent le défendre.

Mais qui désignent-ils comme ennemi ? De pauvres hères sans le sou. Des réfugiés fuyant les guerres, la misère et la mort. D'autres bourgeoisies, d'autres impérialismes. L'OTAN, l'UE...toutes ces choses qui asserviraient notre peuple. Ils visent tout, sauf les véritables responsables des misères de celui-ci ! Nous, nous sommes rationnels. Nous ciblons en premier lieu le premier bourreau de notre peuple, le premier à causer ses misères. Et celui-ci n'est pas à Washington, à Rabat, à Moscou, il est ici même. Celui qui baisse les salaires, qui casse les droits sociaux, qui exploite la sueur et le sang de nos frères et sœur. C'est notre propre bourgeoisie, notre propre impérialisme et ses

chefs « bien de chez nous », issu de notre terroir. Ce sont eux les ennemis du peuple.

En réalité, les fascistes ne veulent que souder la Nation autour de sa bourgeoisie, de son impérialisme, la livrant aux sacrifices, sur l'autel de la grandeur « du pays ». En réalité, ce qu'ils désirent, c'est livrer la guerre, livrer l'agression, pour plaire à leurs maîtres. Ils anesthésient les masses populaires pour leur faire croire que l'ennemi premier, le bourreau, est l'autre. Ils les livrent pieds et poing liés à leurs oppresseurs, prêts à les muer en chair à canon. Ce ne sont pas des « patriotes », ce sont des ennemis. Ce ne sont pas des « nationalistes », ce sont des esclavagistes ! Nous sommes internationalistes d'une part par solidarité humaine, de l'autre parce que contre ces bourreaux qui saignent la planète, nous sommes plus fort ensemble. Toutes les masses populaires du monde unies contre leurs ennemis de classe, contre leurs oppresseurs.

La seule clé de notre libération à chacun, à chacune, est au travers de la libération de toutes et tous ! En plaisantant, nous pourrions dire que nous sommes plus « nationalistes » qu'eux. Car ils ne travaillent jamais pour rassembler les masses populaires dans le combat contre leurs bourreaux, au contraire. Ce sont eux qui brisent l'unité populaire, en instillant la division.

Malgré le fait qu'ils possèdent encore des bribes d'hégémonie, à l'heure actuelle, il est tout à fait possible de combattre leurs discours et leurs positions. En particulier si nous créons le cadre du débat de fond, car elles sont fondamentalement anti-populaires et anti-ouvrières. Il faut se faire à l'idée que, comme dans les années 30, l'extrême-droite puisse tenter d'intervenir dans les mouvements de masses et de contester la direction aux organisations politiques et syndicales progressistes, prenant appui sur la propagande bourgeoise. Il est important, là, de savoir comment les combattre, non seulement dans la rue mais également dans l'expression politique envers les masses. Renoncer à mener cette lutte contre les idées réactionnaires est une capitulation en rase campagne.

Les rêves humides de l'extrême-droite ne se concrétiseront pas de sitôt. Au Brésil, Bolsonaro s'était fait connaître pour son opposition véhémente à certaines taxes frappant les classes populaires. C'est ainsi qu'il a gagné une base d'appui parmi ceux et celles qui souffriront pourtant de sa politique. Le mouvement des 5 étoiles en Italie ou les populistes ont également surfé sur le rejet du « système » pour avancer leurs positions. Mais ce n'est pas le point central de la bataille du pouvoir. L'extrême-droite ne gagne pas le pouvoir, elle y est appelée. Elle y est appelée pour écraser les mobilisations et les luttes. Pour les détourner et les engouffrer dans des impasses. Lorsque les fascistes soufflent sur les braises de la contestation et de la colère, c'est uniquement dans le but d'être ceux qui soumettront cette colère à une chape de plomb, ou qui la déverseront vers des boucs émissaires.

Mussolini, nommé pour liquider les grèves. Hitler, pour exterminer le KPD. Franco, contre la République...Toujours, les fascistes se sont hissés sur des mouvements populaires pour ensuite enfermer les masses et les écraser. Aujourd'hui, l'extrême-droite se sent quelque peu dépassée par l'ampleur que prend le mouvement. Elle est prisonnière de sa position de conciliation entre le populisme et sa défense de la bourgeoisie, sous prétexte de priorité nationale. Sa solution est dans le mensonge pour rallier autour d'une prétendue nation transcendant la lutte des classes.

La signature d'un « pacte » à Marrakech est leur nouveau flambeau. D'après les fascistes, la France passerait sous contrôle de l'ONU et serait sommée d'ouvrir ses frontières à un déferlement de migrants. D'un ennemi du peuple au sens social du terme, les fascistes veulent parvenir à tordre la réalité pour que Macron devienne un ennemi au sens racial. Pourtant le document, une fois examiné, paraît bien anodin, bien

inoffensif. Il n'est pas contraignant juridiquement, il ne remet en cause aucunement la souveraineté. Macron peut encore laisser se noyer dans la mer ceux qui fuient le chaos que ses bombes causent. Notons que ce fantasme se retrouve dans de nombreuses publications -y compris chez des « communistes », sous la forme de la domination Américaine, de la liquidation des Etats au profit des Eurorégions...etc. Pourtant, elle « lutte », peut-on dire. Est-ce contradictoire avec sa fonction d'ennemi du peuple? Non.

Dimitrov donne encore une réponse: « *Camarades, on ne saurait se faire de l'arrivée du fascisme au pouvoir l'idée simpliste et unie qu'un comité quelconque du capital financier déciderait d'instaurer à telle date la dictature fasciste. En réalité, le fascisme arrive ordinairement au pouvoir dans une lutte réciproque, parfois aiguë, avec les vieux partis bourgeois ou une portion déterminée d'entre eux, dans une lutte qui se mène même à l'intérieur du camp fasciste et qui en arrive parfois à des collisions armées, comme nous l'avons vu en Allemagne, en Autriche, et dans d'autres pays. Tout cela sans affaiblir cependant l'importance du fait qu'avant l'instauration de la dictature fasciste, les gouvernements bourgeois passent ordinairement par une série d'étapes préparatoires et prennent une série de mesures réactionnaires contribuant à l'avènement direct du fascisme. Quiconque ne lutte pas, au cours de ces étapes préparatoires, contre les mesures réactionnaires de la bourgeoisie et le fascisme grandissant, n'est pas en état d'entraver la victoire du fascisme, mais au contraire la facilite.* »

Les fascistes rêvent du chaos pour être appelés eux-mêmes à résoudre ce même chaos. Ils affrontent les forces de la bourgeoisie dans un challenge pour devenir celles-ci et servir mieux leurs maîtres. Ils se parent des oriflammes de la rébellion pour porter la réaction. Cela signifie t'il qu'il faudra alors lutter aux côtés des policiers de la bourgeoisie pour les combattre? Non. Chaque division tactique de la bourgeoisie est une lance dirigée sur le cœur des exploités. Il ne s'agit pas de choisir entre fascisme et bourgeoisie, mais de battre les deux et de faire grandir notre camp, celui de la révolution. Les antifascistes jouent -ou doivent jouer- un rôle de premier plan dans cette lutte. Certains l'ont compris et se sont lancés dans la bataille. D'autres pas encore. Non seulement les organisations antifascistes ont comme rôle de défendre contre les attaques et les provocations fascistes, mais ils ont le devoir de lutte contre les conceptions fascistes. Non sous l'angle humanitaire, mais principalement sous l'angle du rôle des fascistes comme ennemis des mouvements. Comme ennemi des luttes. Chaque fois que les fascistes ont gagné un centimètre, ce sont les masses populaires qui l'ont payé. Chaque fois que les fascistes ont prétendu apporter un bien-être supplémentaire pour les masses, elles l'ont payé de leur chair, de leur sang, de leur vie. Aujourd'hui, les fascistes interviennent dans les mouvements sociaux. A nous de montrer que nous pouvons les vaincre idéologiquement!

NOS TÂCHES DANS LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES.

« Les masses sont les véritables héros, alors que nous sommes souvent d'une naïveté ridicule. Faute de comprendre cela, il nous sera impossible d'acquérir les connaissances même les plus élémentaires. » La lutte menée par les Gilets Jaunes confirme ce que pouvait, alors, écrire Mao. La lutte sociale d'ampleur, menée sans relâche, a été un choc pour une grande bourgeoisie habituée à pouvoir imposer ses décisions et ne tenant plus compte des luttes. Cette lame de fond a balayé

la poussière qui s'était déposée sur un milieu militant engoncé dans des habitudes et des schémas préétablis.

Dans de nombreux pays, cette mobilisation est scrutée par les organisations politiques progressistes et révolutionnaires. Elle est imitée par les masses en colère. Elle est contagieuse partout où la crise économique mondiale a semé ses ravages.

« Les masses sont les véritables héros », mais nous avons un rôle à jouer. Contrairement à ce que nous avons pu lire, la spontanéité existe. Le spontanisme aussi de facto. Mais cela ne suffit pas. Les organisations politiques communistes -à défaut de Parti- ont des tâches à accomplir. Même seules, les masses populaires en mouvement sont capable de grandes choses. Elles sont capables de mettre en échec les exploités, de lutter contre eux, de définir un cap. Mais tout n'est pas possible. La confrontation avec l'exploitation, avec la bourgeoisie, avec la répression et avec le mépris social forgent les consciences. Ces conflits les aiguissent. Ces vexations, ce rejet de la misère pousse à chercher des issues et à vouloir arpenter les voies qui permettent de les emprunter.

Seulement, la bourgeoisie au pouvoir n'est pas dupe et les entrave, sème la confusion, le chaos, la dispersion, la haine -par le truchement de l'extrême-droite- au sein des masses en lutte. Les tâches des Partis Révolutionnaires sont d'apporter la ligne politique qui permet de triompher de ces obstacles, de les balayer et de permettre au mouvement de lutte de progresser et d'avancer toujours en direction de la victoire.

De même la direction émerge spontanément du mouvement, ses têtes visibles, sont bien souvent des éléments petits-bourgeois, radicaux, certes, mais présentant les travers typiques de la petite bourgeoisie.

Voilà ce qu'en disait Lénine: « *Ils entourent de tous côtés le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment au sein du prolétariat des récidives de défauts propres à la petite bourgeoisie: manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement.* »

Lénine, pour apporter une réponse à ce problème, pose la question de l'organisation politique et de son rôle primordial pour mener les luttes jusqu'au bout tout comme pour la transformation de la société.

« *Pour y résister, pour permettre au prolétariat d'exercer comme il se doit, avec succès et victorieusement, son rôle d'organisateur (qui est son rôle principal), le parti politique du prolétariat doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuse.* »

Nous n'en sommes pas là, ces tâches ne sont pas réalisables à l'heure actuelle par nos forces seules. Mais nous devons tendre vers elles, avancer dans la possibilité de rallier, dans le flux et surtout dans le reflux, les forces qui constitueront l'ossature et la musculature d'un futur parti révolutionnaire. À l'heure actuelle le mouvement communiste en France n'est pas parvenu à s'imposer où que ce soit dans le mouvement comme une force dirigeante. Il n'est pas parvenu à apparaître comme une composante importante du mouvement des Gilets Jaunes, comme une force capable d'impulser une ligne et une direction. Il existe un grand nombre de raisons à cela telle que la dispersion des forces, la faiblesse générale du mouvement... Mais il n'est pas possible de se retrancher derrière ces faits en les déclarant insurmontables. Surtout, leur nature « technique » ne peut pas camoufler leurs racines, qui elles sont politiques.

Il existe une grande confusion dans les conceptions stratégiques défendues par les organisations communistes. Certaines – comme mentionné dans les premières parties de la brochure – tendent à penser même que les exploités ne les « méritent pas ». Que le peuple n'est pas digne de leur science et de leur savoir parfait. Nous ne pouvons pas nous placer à l'extérieur de celui-ci, prendre une attitude en surplomb, nous contentant de critiques et de conseils lancés au loin. « Il faut » que les masses les rejoignent, « il faut » qu'elles changent et qu'elles « grandissent ».

Le désarroi idéologique est tel que fondamentalement ils et elles ont oublié à quoi servent les organisations politiques, les syndicats, les partis. A leurs yeux, l'appareil est tout, le mouvement de masse n'est rien. Leurs organisations ont « besoin » des masses uniquement dans le sens où elles sont une greffe artificielle qui désespère de prendre. Nous pensons quant à nous que notre organisation existe pour une seule et bonne raison : Servir le peuple. Elle n'a pas « besoin » des masses. Elle répond à leurs besoins, à leur exigence de liberté contre l'oppression et contre l'exploitation. C'est sa raison d'être. C'est la raison d'être du Parti que nous voulons construire.

Le constat d'insuffisance, à l'heure actuelle, est pour nous, comme pour tous les communistes sincères, insupportable. Seules des sectes n'ayant d'autres désirs que de rester des sectes peuvent se contenter de cela. C'est pour cela que la question du Parti est primordiale à nos yeux. C'est également pour cela que nous enjoignons ceux et celles qui ne veulent pas attendre que la révolution arrive, mais qui veulent en être les artisans à collaborer avec nous en France, dans ses colonies et néo-colonies comme à l'international. Il s'agit du sens principal de l'alliance révolutionnaire que nous serons amenés à proposer conjointement avec nos camarades de l'UPML.

Dans l'intervalle, l'action que nous avons menée et que nous menons dans la lutte a été sur plusieurs plans. L'*Unité Communiste de Lyon* considère qu'une des clés de la possibilité d'avoir un rôle effectif est dans le fait de créer les instances de débat et de prises de décision démocratiques. À Lyon, l'Unité a travaillé à l'impulsion d'assemblées populaires. Ces espaces ont permis de rompre en partie la fragmentation du mouvement des Gilets Jaunes, localement, mais également d'abattre des cloisons vis-à-vis des autres luttes. Ceux et celles qui luttent dans les lycées, dans les universités ou dans les usines ont pu prendre la parole. Ces paroles communes ont permis d'initier un creuset dans lequel peut se fondre les luttes.

Pour nous, ces instances sont autant des lieux qui peuvent permettre à la lutte de se doter d'une direction démocratiquement déterminée, mandatée et contrôlée, mais également nouer des ponts, des passerelles, des coordinations entre les assemblées des différents lieux.

Certains et certaines ont redouté le fait que les discours et les prises de parole soient empreints d'idées réactionnaires, conspirationnistes, fascistes. Il s'agit d'une question que tout militant et toute militante communiste peut se poser. Mais dans les faits, les militants et militantes fascistes ne sont pas venus. Qu'auraient-ils eut à dire ? Rien qui ne puisse être battu. Quant aux idées et conceptions fausses, il y en a eu. Mais nous ne devons pas les redouter. Nous devons au contraire les écouter, comprendre d'où elles proviennent et y répondre. Mais nous ne devons jamais redouter la parole des masses.

Certains la redoutent tant qu'ils imposent un contrôle bureaucratique des assemblées et des mouvements, refusant toute présence d'autres forces politiques, refusant même que la parole des participants s'écarte un tant soi peu de la ligne définie par leur organisation. En avançant ainsi, ils n'ont suscité que la frustration, la colère et le rejet.

D'autres se sont cachés. Ils se sont mués en sous-marins opportunistes, essayant de prendre des positions clé pour imposer

par la suite leur propre ordre du jour, niant les propres règles démocratiques proposées par les assemblées.

Nous mêmes, militants et militantes de l'*Unité Communiste de Lyon*, nous avons pris la parole. Car dans ces instances du débat démocratique se trouve un lieu central pour exposer notre ligne, exposer nos conceptions. S'appuyer sur ce que peuvent exprimer ceux et celles qui prennent la parole et apporter une synthèse politique. Nous considérons que nous devons appliquer une ligne de masse. Mao la définit ainsi :

« Dans toute activité pratique de notre Parti, une direction juste doit se fonder sur le principe suivant : partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (qui sont dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en action, et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées. Puis, il faut encore une fois concentrer les idées des masses et leur retransmettre pour qu'elles soient mises résolument en pratique. Et le même processus se poursuivra indéfiniment, ces idées devenant toujours plus justes, plus vivantes et plus riches. »

Cela nous démarque du suivisme, qui consiste à accepter en bloc toutes les conceptions au sein des masses, y compris les plus réactionnaires, et à renoncer à toute impulsion de direction. Nous ne nous cachons pas, ni ne cachons nos opinions. Cela nous démarque aussi de la conception autoritariste portée par certains, qui ont, par exemple, ouvert sans retenue le feu sur le RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne) pour le démolir. Mao écrivait à ce sujet :

« Dans tout travail, l'autoritarisme est une erreur, car il dépasse le niveau de conscience des masses et viole le principe de libre adhésion ; c'est une manifestation de ce mal qu'on appelle précipitation. Nos camarades ne doivent pas croire que tout ce qu'ils comprennent, les larges masses le comprennent également. Seule une enquête effectuée parmi les masses permet de s'assurer si elles ont compris telle ou telle idée, si elles sont prêtes à passer à l'action. »

L'exemple du RIC est typique. Le RIC quelque chose que nous, communistes, comprenons comme réformiste et insuffisant. Nous voyons toutes les entraves et les impasses que contient cette solution fausse. Pour beaucoup d'entre nous, il faut donc la dénoncer et la combattre. C'est stratégiquement vrai. Mais il ne suffit pas d'avoir stratégiquement raison pour gagner. Il faut avoir raison dans la tactique et raison dans l'opérationnel. Nous, au sens du mouvement communiste présent en France, raisonnons trop souvent téléologiquement. Nous voyons immédiatement l'aboutissement final auquel mène telle ou telle position. La moindre faille nous paraît dès lors intolérable et insupportable. Nous ne pouvons-nous empêcher de vouloir la colmater.

Or parfois, cette bonne volonté devient contreproductive. Dans nombre de publications, nous avons vu une levée de bouclier se faire contre le RIC. Mais peu ont compris le sens éminemment positif qu'a cette revendication dans l'esprit des masses. De ce qu'il représente pour elles et non de son sens objectif. Clausewitz, dans sa grande sagesse, avait coutume d'écrire que le subjectif est parfois plus objectif que l'objectif, dans le sens où il intègre des paramètres qui ne sont pas quantifiables, tels que les facteurs moraux. Dans un sens, dans la situation actuelle, nous nous retrouvons face à cela. Le RIC en lui-même est une impasse, mais il soulève une question

sous-jacente fondamentale. Ce n'est pas encore la question du pouvoir, mais déjà celle du régime politique dans lequel nous sommes : celui d'une fausse démocratie, réelle dictature des marchés et de la haute bourgeoisie.

Le fait que la question du RIC devienne chaque fois davantage plus hégémonique illustre une nature bien trop mal comprise du mouvement des Gilets Jaunes : sa nature politique, nettement plus radicale et subversive que celle de la très grande majorité des mouvements de ces dernières décennies. Et pour cause, les grandes luttes sont restées sur le terrain de l'économisme, des revendications salariales, des revendications au sein des entreprises ou de l'Etat en tant qu'employeur. D'ailleurs plusieurs communiqués d'organisations politiques ont appelé -en somme- à les maintenir dans ces cadres. Les seules issues politiques proposées au cours de ces mouvements restaient implicitement dans les cadres bien établis de la démocratie représentative et bourgeoise.

Nous considérons que, en tant que communistes, en tant que militants politiques, notre tâche est d'impulser le fait que cette lutte se politise. Non en défendant platement le RIC en tant que tel, mais en prenant appui sur le caractère juste de ce qu'il représente aux yeux des masses populaire, aux yeux des exploités, comme contestation de la légitimité du régime et, plus en amont, du pouvoir.

NOUS DEVONS NOUS ADRESSER À TOUTES ET TOUS.

Nous savons que beaucoup d'individus sont hostiles au communisme. C'est un fait logique. L'anticommunisme institutionnel nourrit les esprits de tout un bric-à-brac de thèses fausses, d'inventions, de récits horribles sur le communisme. Cela contribue à créer des associations dans l'esprit d'une large partie des masses. Nous devons lutter contre ces mensonges, lutter contre les thèses fausses, lutter contre le révisionnisme, et lutter contre des idéologies anti-communistes «de gauche», promues par la bourgeoisie comme des versions «acceptables» du léninisme. Nous devons le faire sur le fond. Nous ne devons jamais y renoncer.

Mais nous ne pouvons pas faire de cette explication de fond un préalable à tout ralliement. Nous ne devons pas attendre d'un mouvement de masse qu'il marche parfaitement dans le sentier tracé par la synthèse de l'expérience du mouvement communiste. Reprocher aux gilets jaunes de ne pas porter des revendications communistes est un reproche stupide. Sans communistes, pas de mouvement communiste. Nous devons mener un travail de diffusion de nos idées, de nos conceptions, de notre science marxiste-léniniste. Mais nous devons fonder la base de notre ralliement sur notre ligne et nos mots d'ordre. Nous fondons le ralliement que nous opérons en premier lieu sur une base politique et non idéologique.

Il ne faut pas cacher notre engagement, il ne faut pas cacher notre drapeau. Il ne faut pas couper dans le jeu d'une certaine défiance envers l'organisation. Il nous faut l'expliquer. Ce qui peut transformer une absence en un succès, c'est la capacité à pouvoir définir une ligne politique et des mots d'ordres qui sont adaptés. Or, des mots d'ordres intemporels, valable en tout temps et tout moments ne sont pas des bons mots d'ordres. Ce sont des maximes, des incantations, des fétiches. Aujourd'hui, le mot d'ordre de grève générale est un mot d'ordre faux. Il est lancé en l'air alors que les syndicats ne sont pas dans la lutte, alors que les directions ont freiné des quatre fers, alors -surtout- que ce mot d'ordre reste politiquement en deçà de ce qui émerge aujourd'hui dans le mouvement des Gilets Jaunes. Notamment, comme mentionné dans la partie précédente, autour de la question du RIC.

Nous considérons que le mot d'ordre qui s'applique immédiatement et qui correspond à la phase actuelle du mouvement des Gilets Jaunes est celui de «créer des assemblées» et celui de «poser la question du régime». Peut-être, après les fêtes de fin d'année, ce mot d'ordre ne sera plus à l'ordre du jour si le mouvement s'effondre, et reflue. Alors nous devons élaborer un autre mot d'ordre, qui serait probablement «organisons-nous pour contrer le reflux». Cette question du reflux est abordée plus en détail à la fin de cette brochure.

Nous faisons le choix de nous adresser à tout le monde. A toutes les catégories sociales qui composent la société, y compris à celles qui nous sont hostiles. Nous nous inspirons en cela de la politique menée par le Parti Communiste dans les années 30. L'extrême-droite tente d'instiller son poison dans les esprits en se nourrissant de peurs réelles, du vécu de la population. La peur de la violence, la peur de l'insécurité, la peur du déclassement social. Cet effroi est réel car il correspond à des menaces réelles sur l'existence des individus. La colère, le rejet des institutions, du «système», est réel dans la population. Il fait partie d'un sentiment diffus d'avoir en face de soi un Etat monstrueux, omnipotent, sur lequel il n'existe aucune prise.

Tout comme l'isolement des pèlerins dans l'hiver a mené aux procès de sorcellerie de Salem, les fascistes utilisent un argument de l'encerclement, de l'isolement. La propagande fasciste ne parle qu'à l'individu, qu'à l'atome, qu'à l'isolé, passif, devant son écran, en lui fournissant un sens à ce qu'il vit, à sa révolte. Un sens nourri par toutes les conceptions réactionnaires qui flottent dans la société. Nous nous adressons à toutes et tous en tant que membre d'une classe. En tant que composants et composantes d'une société. Et nos réponses visent à expliquer que la réaction n'a pour objectif qu'une permutation des valets des maîtres, des oppresseurs, des exploités et exploitées. La solution n'est pas dans l'affermissement du pouvoir bourgeois, dans le renforcement de son ordre, mais au contraire, dans sa disparition.

Bien sûr, nous nous adressons -bien que, en deux ans d'existence, notre expérience reste lacunaire- en priorité, dans nos tracts, dans nos discours, aux ouvriers et aux ouvriers agricoles, ainsi qu'à la jeunesse, particulièrement populaire. Ce n'est pas suffisant encore et il nous reste un travail immense à accomplir. Mais nous devons parler à tous.

Thorez, en 1936, écrivait ceci dans son discours de la «main tendue» : «*Nous avons œuvré à l'unité entre les travailleurs des villes et des champs, entre les travailleurs manuels et intellectuels. Nous sommes heureux d'avoir propagé l'idée du Front populaire du travail de la liberté et de la paix, et de collaborer loyalement à une action commune avec les radicaux, les républicains et les démocrates. Nous avons travaillé à l'union de la jeunesse de France. Et maintenant, nous travaillons à l'union de la nation française contre les 200 familles et leurs mercenaires. Nous travaillons à la véritable réconciliation du peuple de France.*

Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère et que tu es comme nous, accablé par les mêmes soucis.

Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix-de-Feu, parce que tu es un fils de notre peuple que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux comme nous éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe.

Nous sommes le grand Parti communiste, aux militants dévoués et pauvres, dont les noms n'ont jamais été mêlés à aucun scandale et que la corruption ne peut atteindre.

Nous sommes les partisans du plus pur et du plus noble idéal que puissent se proposer les hommes.»

Même si le PC puis le PCF ont commis un grand nombre d'erreurs de droite par la suite, jusqu'à franchir la ligne rouge qui sépare le révolutionnaire du réformiste, nous ne pouvons que considérer ce discours comme juste.

Nous considérons que notre organisation ne doit pas être qu'une organisation de communistes parlant aux communistes, prêchant les convaincus. Elle doit travailler à être une organisation dont la ligne soit un point de référence pour les communistes et pour la très large masse de sans-partis. La présence de fractions de la petite-bourgeoisie au sein du mouvement des Gilets Jaunes ainsi, pose des questions. Cela a été utilisé à plusieurs reprises comme alibi pour justifier une non-participation. Dans l'esprit de ceux et de celles qui ont employé cette justification, le mouvement devait être 100% prolétarien ou ne pas être.

Autant dire que ceux et celles qui s'accrochent à cette thèse ne sont pas prêts de participer à quoique ce soit. Or, la petite bourgeoisie, bien que ne formant pas le nœud focal, est-elle à rallier ou est-elle à combattre? Doit-on la laisser se jeter dans les mains de la réaction? Lorsque la propagande bourgeoise met en avant les souffrances d'une partie de la petite-bourgeoisie, elle se base, elle aussi sur des faits et sur une certaine réalité. Oui, il existe une réalité des souffrances de la petite bourgeoisie, qu'elle soit intellectuelle, qu'elle soit commerçante ou industrielle par ailleurs.

Les difficultés des enseignants et enseignantes sont bien connues, tout comme celles, en général, d'une petite bourgeoisie employée par l'Etat. Mais celle que peuvent connaître d'autres secteurs de cette couche sociale petite-bourgeoise le sont moins. Les horaires infernaux, les difficultés financières, l'étranglement par les dettes concourent à mettre la petite bourgeoisie en difficulté. La rhétorique avancée par les bourgeois est celle de dire que cela provient du coût du travail trop élevé, qu'il faut baisser les salaires.

Dans cette ère de concentration massive du capital et des richesses en un très faible nombre de mains, la petite bourgeoisie elle-même est prise dans un étau. Et pour cause! Le petit commerce, le petit patronat, le petit artisanat ne peut s'implanter que dans des espaces qui ne dégagent pas un taux de profit suffisant pour intéresser les grands capitalistes. Cette petite-bourgeoisie croit sincèrement être indépendante et libre, alors qu'elle n'est qu'en sursis constant. Si leur segment de marché devient invivable, dès la moindre crise, ses membres se retrouvent prisonniers des dettes envers les banques.

Et si le segment de marché sur lequel elle travaille devient, au contraire, florissant, si les taux de profits décollent, des rapaces autrement plus grands et plus puissants s'empresseront de le prendre, notamment par la guerre commerciale. Elle se tourne alors vers la variable sur laquelle elle peut agir: le capital variable. Muriel Pénicaud, ministre du travail, s'était exprimée sur le sujet en indiquant que le SMIC et les charges sociales étaient trop élevés pour permettre aux petits patrons et aux petites patronnes d'embaucher. Si la mobilisation réactionnaire autour de cette question triomphe, elle ne réglera rien pour la petite bourgeoisie, au contraire. Elle favorisera encore davantage les taux de profit des plus grands capitalistes et leur permettra de rendre intéressants à leurs yeux des segments de marché détenus par la petite bourgeoisie.

Les fascistes et une certaine partie de la gauche réformiste sont porteurs d'une thèse réactionnaire et rétrograde. Dans leurs explications, ce serait une déviation du capitalisme, désormais financier et non plus industriel. Pour les uns comme pour les autres, il faudrait «contrôler» le capitalisme, le «moraliser». Les uns et les autres veulent bien concéder l'existence d'une oligarchie, supposée néfaste, mais sans jamais poser la question de classe.

Chez les fascistes, cela passe par l'organisation dans des corporations, qui doivent subordonner les intérêts des capitalistes à un hypothétique et hypocrite «intérêt suprême de la nation». Ils s'appuient en cela sur les «bons capitalistes», les «bons patrons», le patriotisme économique.

Chez les réformistes, cela passerait par le fait de faire passer des lois et des règlements stricts que les capitalistes seraient enclins à suivre sans mot dire.

Dans un cas comme dans l'autre, cela revient à bien mal connaître la nature du capitalisme. De comprendre sa génétique interne. De comprendre le fait que les capitalistes tendent vers la recherche de profits toujours plus grands, toujours plus importants. Croire que les profits de l'industrie puissent suffire aux capitalistes, alors que leur tendent les bras ceux de -encore plus énormes- de la spéculation, revient à ne pas comprendre le fonctionnement basique de l'économie capitaliste. Croire que la bourgeoisie ne cherchera pas à imposer son ordre -par tous les moyens- et à s'affranchir à tout prix des règlements et des entraves, revient à agir en naïf et à ne pas retenir les leçons de l'histoire. C'est croire que la bourgeoisie accepte de se laisser dicter sa loi, alors qu'elle ne reconnaît que celle du profit. C'est croire qu'elle renoncera à ses prétentions sur le marché international, à la possibilité de se goinfrer démesurément des richesses du monde. Qui plus est, et c'est intolérable à ses yeux, cela reviendrait à laisser la place aux autres bourgeoisies.

Mais la bourgeoisie n'a d'autre choix: grandir ou être constamment sous la menace d'être broyée. Décapiter une «oligarchie», si tant est que cela soit possible sans révolution socialiste, cela ne signifierait qu'ouvrir la possibilité pour d'autres d'occuper la place au soleil.

La petite bourgeoisie est entre le marteau et l'enclume. Et si elle veut ne plus être constamment menacée par la pauvreté, par les dettes, par le déclassement, son intérêt objectif est celui de la victoire du camp du peuple. Même si elle n'en a pas conscience, il s'agit là d'un fait. Elle ne forme pas un contingent fiable, par sa nature de classe, vacillante, mais il est très important de la neutraliser.

Lénine écrivait: «*Supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, - ce qui nous a été relativement facile, - c'est aussi supprimer les petits producteurs de marchandises; or, ceux-ci on ne peut pas les chasser, on ne peut pas les écraser, il faut faire bon ménage avec eux.*»

Nous ne sommes pas encore dans une situation de construction du socialisme, où les résidus de la petite bourgeoisie, menacés dans leurs intérêts de classe, se dresse contre la transformation de la société. A l'heure actuelle, elle aussi subit des formes d'exploitation et s'exploite également elle-même.

Notre conception n'est pas de brider la roue de l'histoire, ni de la faire tourner à l'envers. Ce n'est pas de revenir à la petite production, qui crée d'ailleurs les bases du capitalisme, mais au contraire de nous tourner vers le socialisme, qui implique la socialisation de la production mais également de la propriété réelle de ceux-ci. De dépasser le capitalisme en faisant mieux, en produisant mieux, en répondant mieux aux besoins des masses, non se réfugiant dans une petite production, inefficace et génératrice de gaspillage.

Une grande partie du prolétariat est nourri à l'idée qu'il pourra également, un jour, devenir petit bourgeois. C'est une des victoires de l'idéologie bourgeoise. Nous devons être capables de répondre à cela. Nous devons être capables d'expliquer pourquoi les inquiétudes, les angoisses, les peurs qui touchent autant les prolétaires que la petite bourgeoisie trouvent leur résolution dans la victoire du socialisme. Nous devons être capables de répondre aux accusations des idéolo-

gues anti-communistes quant à notre programme, que ce soit au niveau de l'organisation économique de la société, de la politique fiscale, de la politique intérieure, de la démocratie ou de l'accès aux biens de consommation.

Nous devons même être capable de nous adresser à nos ennemis, aux forces de répression, appuyer les sentiments qui peuvent exister chez eux de doute ou d'abattement. Non pas pour, comme certains syndicats, organiser leurs luttes pour plus de moyens de réprimer, comme l'a fait FO-Police. Notre objectif n'est pas de flatter le corporatisme des forces de répression, mais bien pour pousser ceux qui mettent en doute le bien fondé de leurs ordres à prendre leurs dispositions et à refuser de les mettre en action, d'entraver et de dénoncer leur application, mais également de quitter leurs fonctions.

C'est un tâche complexe, d'autant plus dans un Etat impérialiste, qui tire des subsides immenses de l'assujettissement de colonies et de néo-colonies, mais qu'il nous faut être capable de faire. Nous ne pensons pas que nous puissions le faire seuls, que notre organisation ne suffit pas. Nous pensons qu'il nous faut travailler à un meilleur outil.

CONSTRUIRE LES OUTILS DE LA VICTOIRE.

Il faut être réaliste. A moins qu'il se produise un phénomène inattendu et imprévisible, le mouvement des Gilets Jaunes conduira inmanquablement à un reflux, tôt ou tard. En tant que tel, il ne peut déboucher sur une révolution prolétarienne, sans que des préalables soient franchis en amont.

L'usure, la fatigue, la répression de l'Etat bourgeois auront raison de la mobilisation. La bourgeoisie est gênée par ce mouvement, elle a été un peu écornée en surface. Mais elle n'a pas été menacée dans les fondements de son pouvoir, dans les racines de son ordre. Les affrontements ont pu déborder tactiquement les forces de l'ordre, la police, mais n'ont pas été une menace d'ordre stratégique, laquelle ne peut émerger que si elle a volonté à substituer un nouveau pouvoir à l'ancien dans les zones où les affrontements ont mis en péril la possibilité pour ce dernier de fonctionner correctement.

Les assemblées qui émergent aujourd'hui posent les embryons de l'amorce de ces questions. Elles sont une première phase d'un questionnement qui présente une étape supérieure. Ces réunions de coordination et d'élaboration d'un calendrier posent la question du pouvoir au sens premier du terme, c'est-à-dire, au stricto sensu, le fait de «pouvoir». Pouvoir prendre des décisions et pouvoir les faire appliquer. Mais cela ne suffit pas et demande, de plus, une certaine conception stratégique et une certaine conception organisationnelle. Or, cela fait partie de la tâche des organisations politiques communistes de les porter. Sans organisation communiste, pas de mouvement communiste. Le reflux se manifesterà tôt ou tard. Nous devons l'anticiper pour que tout ne soit pas perdu. La mobilisation a jeté dans la rue toute une population qui n'avait jamais été mobilisée auparavant, qui n'avait pas été engagée, pas militante, peu idéologisée. Elle forme une expérience commune à un grand nombre d'individus tandis que toute une partie de la jeunesse, en particulier lycéenne, sera irrémédiablement marquée par les images terribles de la répression.

Cela laissera forcément des traces, des séquelles, des souvenirs. Mais cela ne veut pas dire mécaniquement qu'une nouvelle génération d'engagés et d'engagées militants et militantes est née et qu'elle perdurera. Le fait de ne pas parvenir à une victoire stratégique, le fait de porter peut-être un soutien à des candidats aux élections qui trahiront leurs engagements, tout ceci peut, en dernière instance, renforcer le sentiment d'impuissance et la désespérance que la combativité. Plus qu'un statu quo ante bellum, l'expérience vécue peut être un

frein à un nouvel engagement.

Il n'est pas possible de contrer le reflux des mouvements de masse. Même en URSS ou en Chine, les mobilisations de masses, malgré la puissance des partis communistes, avaient leurs flux et leurs reflux. Mais il est possible de ressortir renforcé et en position de force par rapport à avant le mouvement. Cela ne peut être fait que par le fait d'organiser ceux et celles qui se sont mobilisés, dans nos organisations politiques ou dans les organisations de masse. Nous le savons mais nos ennemis le savent également.

Les fascistes tout comme les électoralistes tentent une guerre de mouvement pour savoir qui ressortira gagnant politiquement de cette épreuve de force. Chacun avance ses positions. Nous devons avancer les nôtres également, sans toutefois nous livrer aux opérations cyniques des uns et des autres. Il faut mener une politique qui permette aux masses de pouvoir participer au processus de création du Parti Communiste révolutionnaire, que cette question ne soit pas l'apanage unique de militants dans un entre-soi. Nous devons le faire en faisant la démonstration de la nécessité de l'organisation politique comme outil de la victoire. Car, contrairement aux organisations fascistes qui existent pour servir la bourgeoisie, contrairement aux organisations électoralistes qui sont simplement des perspectives de carrière, nos organisations sont génétiquement différentes. Ou du moins doivent l'être.

POURQUOI AVONS-NOUS BESOIN D'UNE ORGANISATION ?

Avant tout pour gagner définitivement contre la bourgeoisie et son ordre d'exploitation. C'est pour cela que nous avons besoin de nous organiser. C'est pour cela que nous avons besoin d'une forme d'organisation qui puisse permettre de remporter cette victoire, c'est pour cela, encore, que nous avons besoin d'une politique d'unification qui permette de forger cet outil. Nous faisons le choix de fonctionner au centralisme démocratique, même si cela demande une rigueur à accroître, non pas parce qu'il s'agit d'un fétichisme malsain autour de l'ordre, mais parce que nous avons le devoir d'être efficace dans nos prises de décision et dans leur application par la suite. Replacer cela à sa juste place répond à un certain nombre de questions fondamentales sur les formes que doivent prendre notre organisation et sur le programme de développement que nous devons suivre pour parvenir à remplir nos objectifs.

Pour revenir à ce que nous mentionnions plus en amont de cette brochure, il existe une ligne de démarcation entre notre conception et celle qui est défendue par d'autres courants idéologiques s'apparentant au communisme. Parce que nous n'attendons pas «le Grand Soir», parce que nous ne vivons pas dans l'espoir que la révolution n'«arrive» mais que nous voulons la mener, nous avons des exigences. Notre faiblesse, notre statut de groupe ne nous suffit pas. Nous ne saurions nous en contenter. Il nous est insupportable. Contrairement au «Collectif Athéné Nyctalope», contrairement à «A gauche» ou à un grand nombre d'autres organisations politiques, même d'importance nationale, nous ne pouvons rester ainsi.

La bourgeoisie est organisée et structurée dans le but de pouvoir assurer sa domination sur les exploités et les exploitées. Si nous voulons non seulement nous soustraire à cela, y mettre fin, mais également empêcher que d'autres systèmes de domination ne soient mis en place, il nous est essentiel de pouvoir être à la hauteur de la tâche. Or pour se hisser à cette hauteur, les mouvements seuls, les comités, les collectifs, ne suffisent pas. Si Lénine a défini le Parti de type nouveau, ce n'est pas par fétichisme de l'autorité, mais bel et bien car il répond aux nécessités du combat révolutionnaire. Sa structure, sa discipline est faite pour remplir ces tâches, non pour faire plaisir et pour créer des espaces de contre-culture.

Tout ramène, en bout de piste, à la question du Parti Communiste révolutionnaire. Nous avons besoin d'un parti pour être plus efficaces. Nous ne sommes pas les seuls à penser cela, heureusement. Mais nous ne sommes pas forcément en accord sur la définition des termes du sujet tout comme sur le diagnostic à poser. La question du PCF rejoint celle-là. Cela ne signifie pas qu'il faille considérer que tout ce qu'il contient est fait de poison. Certains, notamment les « opposants de gauche » au sein du PCF, s'adressent à nous pour que nous renforçons leur lutte interne. Si nous regardons une grande partie d'entre eux comme des militants sincères, nous ne pouvons être d'accord avec eux et elles, pour au minimum deux raisons fondamentales.

La première est que cela ne marche pas. Depuis des décennies, ces oppositionnels n'ont pas gagné de terrain. Et pour cause le PCF est une structure qui a rompu avec le centralisme démocratique, avec le débat idéologique. Chaque congrès apporte son lot de réflexions amères sur le fonctionnement antidémocratique de l'organisation ex-communiste, mais sans que les décisions qui s'imposent ne soient appliqués.

Ce qui amène directement à la seconde. Ceux et celles qui pensent cela sont satellisés autour du PCF, même s'ils ou elles n'en font pas partie. Ces militants et militantes sont en orbite autour d'une organisation anémique, sans parvenir à obtenir une « vitesse de libération » suffisante pour envisager autre chose. L'argument principal est celui de la masse de militants et de militantes qui restent au PCF, ainsi que de la structure. C'est là une faute idéologique. La masse de militants reste au PCF parce que les militants et militantes les plus avancées ne s'en détachent pas non plus pour proposer quelque chose qui puisse leur permettre de le quitter. De l'autre, la structure n'est pas primordiale. Elle est une déclinaison de la stratégie, elle est l'outil de celle-ci. Récupérer une structure de parti réformiste en croyant que cela en fera un parti révolutionnaire, cela revient à se tromper lourdement sur les raisons qui poussent à s'organiser.

A un certain nombre de reprises dans l'histoire récente, des militants et des militantes ont proclamé la fondation du Parti révolutionnaire. Certains l'ont décrété, d'autres ont agi, en interne, comme si c'était le cas. Nous pensons qu'ils et qu'elles se trompent en faisant cela. Nous pensons que cette proclamation est prématurée. Il reste des étapes à franchir. Nous pensons que ce qui détermine un Parti est différent de ce qui détermine une organisation politique. Dans un texte de septembre 2018, inédit jusqu'à présent, nous nous exprimons ainsi :

Comprendre la question du Parti demande tout d'abord de la replacer dans un certain cadre et de ne pas la traiter comme un fétiche. Le Parti n'est pas une fin en soi, il est un moyen. Il est le moyen par lequel les masses s'organisent, sont dirigés par leurs éléments les plus avancés, et peuvent faire la révolution puis procéder à la construction du socialisme dans sa phase inférieure puis supérieure. Le Parti est donc un moyen, un moyen essentiel, mais construit autour d'un certain pragmatisme. Son but est de fonctionner convenablement. Avoir stratégiquement raison ne suffit pas. Il faut également être capable d'être tactiquement dans le vrai, mais même de l'être aussi d'un point de vue de l'opérative, c'est-à-dire agir d'une manière qui permet de triompher des obstacles. Il est vrai que, idéalement, l'opérative, la tactique, devraient être étroitement subordonnés à la stratégie, mais dans les faits, dans la construction du parti, cela exige parfois d'accepter de temporiser sur sa volonté de démonstration et sur sa volonté de polémique pour pouvoir, d'une manière large, construire l'espace qui permettra après de traiter ces questions d'une manière réelle, influente, efficace et, surtout, décisive.

QU'EST CE QUI DÉTERMINE LE PARTI PAR RAPPORT À L'ORGANISATION ?

Ce n'est pas forcément une barrière si aisée à définir. Il est possible de faire une analogie avec la vie. Qu'est ce qui détermine ce qui est vivant de ce qui ne l'est pas ? Deux aspects.

Un métabolisme et un matériel génétique. Le matériel génétique est la théorie, l'idéologie. Le métabolisme est la possibilité d'avoir une action positive, affirmative, vis-à-vis de l'environnement, d'avoir un ordre du jour qui ait un impact, qui puisse être autre chose que simplement répondre à la bourgeoisie, mais bien pouvoir avoir un propre programme. Avoir un métabolisme sans théorie revient à faire régner l'opportunisme, mais disposer d'un matériel théorique sans métabolisme et se contenter de cela, c'est rester au stade viral de la vie, une vie parasitaire. C'est dépendre de la bourgeoisie ou d'autres organisations pour exister et cela revient également au fait de n'avoir qu'une action incantatoire dans la lutte des classes.

Or, un parti pour exister, doit disposer des ramifications, de liens avec les masses, mais également de la possibilité d'agir de manière opérationnelle et indépendante de la bourgeoisie, de disposer de ses forces propres, de disposer de ses moyens propres, et d'avoir la capacité de pour mettre en œuvre un certain nombre de dispositifs. Un Parti se définit donc par son contenu idéologique, mais également par les dispositifs opérationnels qu'il peut mettre en place. »

Ce qui nous ramène à ceux et celles qui ont proclamé la fin du processus de construction, la fin du travail de rassemblement et d'unification. Nous avons du respect pour leur travail, mais cela ne nous empêche pas de penser qu'il est prématuré. Nos expériences personnelles, bien avant la fondation de l'UCL, nous ont amené à rencontrer un grand nombre de cas de figure de ce type, dans lesquels, finalement, il est possible de retrouver un certain nombre de constantes.

« Au sein de ces organisations qui fonctionnent comme des partis en miniature avec leurs bureaux, leurs secrétariats, la théorie et l'idéologie sont proclamées comme étant des vérités. C'est la foi qui règne, car elles n'ont pas la masse critique pour faire le travail de démonstration scientifique. L'adhésion est sur la base d'un corpus de textes et d'auteurs et de vérités indémonstrables scientifiquement parlant. Leur relation aux masses n'est que par l'incantation. La compréhension de l'étape du parti est, au mieux, comptable, mais n'est pas le fruit d'un bond qualitatif. On ne saurait améliorer ce qui est parfait. Le bureau de ces organisations se vit en permanence comme étant dans un état de siège idéologique, comme voyant toute autre ligne comme une déviation révisionniste incorrigible. La progression dans la maîtrise idéologique, dans ces organisations, se fait selon la recette de la scolastique. Militants et militants acquièrent et répètent à l'infini les préceptes érigés par leur direction comme une vérité absolue et immuable. Cette connaissance universitaire ravale, de plus, le marxisme au rang de fétiche et non de guide pour l'action.

Trois conséquences directes : d'une part, les autres organisations sont ignorées ou considérées comme hérétiques. L'unification ne peut se faire, de fait, car la foi parfaite ne peut trouver de terrain d'entente, ne peut évoluer, ne peut être débattue. Le un se divise en deux est ainsi employé comme excuse pour rejeter toute évolution de manière préemptive.

Deuxième conséquence, elles ne peuvent organiser la classe ouvrière, du fait d'une exigence de connaissance universitaire de la théorie. Exigeant la perfection, elles se retranchent derrière sas après sas pour filtrer les entrées.

La troisième conséquence est que les mots d'ordres ne cor-

respondent par à la réalité sociale, à la situation politique ou au niveau de conscience des masses. Ces organisations s'adressent à la petite bourgeoisie radicale, mais ne peuvent parler aux prolétaires»

Nous ne pensons pas que le processus soit terminé, nous pensons que ces organisations se trompent dans la «recette» du Parti, tout comme dans le fait de savoir ce qui sera le centre de celui-ci. Nous ne croyons pas que nous soyons le centre de gravité. Nous ne pensons pas que c'est par accréation autour de nous, par absorption-intégration, que nous grandirons. Nous pensons que c'est au contraire par le fait que cela ne peut se faire qu'autour d'une fusion qui liquidera les anciens cadres organisationnels pour en créer de nouveaux, communs et uniques.

Notre participation récente à l'ICOR, tout comme le travail que nous faisons au niveau national découle de ces constats. Nous ne connaissons pas toutes les organisations participant à cette coordination internationale. Nous n'avons pas tout lu ni statué sur l'intégralité des prises de position qu'elles ont pu avoir au présent comme par le passé. Nous pouvons certainement trouver des désaccords à formuler. Cela ne représente aucune difficulté. Nous sommes certains que si nous voulons trouver des alibis au fait de rester en dehors de cette coordination, nous pourrions sans peine en trouver. Nous pourrions rester, ainsi, à couvrir notre vérité pure et parfaite sans jamais la confronter à d'autres, sans jamais tenter de la prouver, de la démontrer et de la défendre. Nous pourrions être satisfaits de notre grandeur et regarder avec condescendance toutes les forces politiques qui nous entourent, nationalement et internationalement.

Ou nous pouvons partir du principe que nous ne faisons pas de procès d'intention aux organisations membres de cette coordination. Nous pouvons partir du principe de cesser cette politique de défiance et de méfiance et partir du principe que nous nous adressons avant tout à des camarades communistes qui cherchent à travailler à la même chose que nous. Nous pouvons partir du principe que les critiques que nous pouvons formuler ne sont pas là pour justifier un isolement et un désengagement, mais qu'elles sont des pierres à apporter à l'expérience commune d'organisations politiques qui cherchent à bâtir une unité internationale. Nous pouvons partir du principe que nous serons écrasés par un moule normatif ou que nous participons ensemble à construire un outil qui peut nous permettre de remporter des victoires et de disposer d'un espace de recherche et de débat prolétarien permettant d'affûter notre idéologie et ses applications concrètes.

«Paradoxalement, la grande connaissance de l'histoire des partis communistes leur fait perdre de vue la véritable manière dont ils ont fonctionné. De cette histoire, on ne retient que les scissions, que les conflits internes, que les purges, mais pas les principes de fonctionnement du Parti. Surtout le fait que l'adhésion idéologique n'était pas la base, mais bien l'adhésion politique. Il existe, par ailleurs, une tendance à pratiquer un raisonnement téléologique chez les militants et militantes. Il s'agit de ce que nous avons analysé de notre propre pratique et de nos erreurs. Cette tendance pousse à surestimer constamment les difficultés et à fonctionner sur le mode de l'imputation et du procès d'intention.

A nos yeux, la ligne la plus importante est celle qui constitue la dictature du prolétariat. Pourquoi? Car elle contient en germe toutes les autres questions. La forme de l'organisation, pour l'instaurer, sa discipline, pour réussir, mais également la forme souhaitée du pouvoir une fois la victoire obtenue. Les adhérents, pour être admissibles, n'ont pas besoin même de formuler ce concept selon l'expression

consacrée, mais simplement d'en comprendre les tenants et les aboutissants, pour ne pas rester sur un rejet sémantique.

Exposer cette problématique n'est pas suffisant en soi, car cette tendance est omniprésente. Nous l'avons vécu dans les processus d'unification, qui ont tous été voués à l'échec. Il faut prendre des risques, oser avancer, oser s'unifier. Quitte à perdre ce que nous avons construit, car, sans cela, cette construction est vaine et sans objet.

D'un point de vue pratique nous défendons le fait de proposer une rencontre de l'ensemble des organisations qui se revendiquent de la dictature du prolétariat pour qu'existe une reconnaissance mutuelle des organisations les unes vers les autres. D'autre part nous souhaitons développer des cadres de débat pour permettre d'avoir un travail de discussion politique qui soit transorganisationnel.»

Notre organisation proposera bientôt ces cadres. Elle proposera largement aux communistes de s'y associer dans le but d'avancer en commun dans la construction d'une organisation qui permette de répondre aux besoins de la classe ouvrière, des exploités, des opprimés. Nous savons que ce genre de processus est effrayant pour ceux qui s'arc boutent sur leur minuscule royaume. La peur d'être inaudible, la peur d'être entraîné dans quelque chose de médiocre. Peut-être notre «immense sagesse» ne sera t-elle pas reconnue au premier jour, peut-être nous faudra t-il faire la preuve de celle-ci. Devons-nous le redouter? Tant que le cadre de débat reste ouvert et qu'il permet que les positions évoluent, s'affinent, se décantent, non. Peut-être découvrirons-nous que nous avons tort. Dans tout les cas, soit nos forces et nos organisations doivent être risquées dans un processus qui permette d'avancer idéologiquement et organisationnellement, soit elles n'ont strictement aucun intérêt. Autant les démanteler et renoncer. Nous ne finirions que comme ces «navigateurs en solitaire du léninisme», inorganiques, ingérables, inutiles à toute lutte et toute cause.

En dernière instance, mieux vaut être dans un parti qui puisse courir le risque d'être, à un moment, tactiquement dans le faux que de rester seuls à végéter, contemplatif de la lutte des classes qui se déroule sans nous. Si nous ne franchissons pas ce pas, nous continuerons d'être des spectateurs. Même si nous échouons, nous en apprendrons plus pour mieux avancer que si nous ne faisons rien.

Les Gilets Jaunes nous donnent une leçon de vie et une leçon de politique. Leur mouvement est une démonstration salutaire qui nous renvoie à nos manques. D'une part, vers les travers du milieu militant: le fait qu'il ait capitulé pour rester un entre-soi, le sectarisme et le mépris de classe... D'autre part vers les schémas préconçus et préétablis d'organisations routinières, incapables de saisir la réalité de la lutte des classes actuelle. Vers les croyances en un incontournable cursus honorum de la lutte, au travers des syndicats, des organisations politiques, des collectifs et des partis. Pourtant, c'est le réformisme, le clientélisme, la perte de combativité tactique et stratégique qui explique ce débordement.

En dernière instance, cette mobilisation nous ramène à notre propre incapacité à avancer de manière sérieuse, rigoureuse, déterminée, vers le fait de construire l'outil l'arme du combat, l'outil de la révolution, le Parti Communiste Révolutionnaire. L'image que reflète le miroir de la lutte des Gilets Jaunes n'est pas particulièrement agréable à regarder. Mais il n'est d'aucune utilité de s'en prendre au reflet ou à le croire déformant. Il n'y en a qu'à grandir pour se hisser à la hauteur de la tâche qui nous incombe.

Développer une ligne politique, pour une organisation ou un parti, est un travail aisé. Il suffit d'affirmer quelque chose et de le maintenir comme vérité absolue. Développer une ligne politique juste, en revanche, est un travail de titan. Cela demande une enquête, cela demande de la réflexion, de comprendre tant une situation générale que de comprendre les évolutions possible et l'interaction de toutes les forces qui en sont les forces motrices ou qui peuvent l'influencer. Posséder une ligne juste revient à marcher sur le fil d'un rasoir, sur une arête tranchante, entre d'un côté des déviations gauchistes, aventuristes, qui surestiment les difficultés. De l'autre, des déviations droitières, modératrices, retardataires, qui empêchent le développement du plein potentiel de la lutte.

Aujourd'hui, le mouvement des Gilets Jaunes fournit un cas d'école exemplaire. Il est une fenêtre sur la situation économique et politique d'une grande partie des masses populaires de France -mais aussi de ses dominions, comme la Réunion. Il est, également, un coup de projecteur sur l'état idéologique et politique des forces progressistes et révolutionnaires. [...]



Une brochure de l'*Unité Communiste de Lyon*
(Membre de l'ICOR en France)
Pour plus d'informations : Unitecommuniste.fr